



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Egypte-Ce-que-cache-la-victoire-de-Morsi>

Égypte : Ce que cache la victoire de Morsi

- International - Afrique -



Date de mise en ligne : mardi 26 juin 2012

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Victoire de la démocratie ou criticable manipulation ? Au lendemain de l'annonce officielle de la victoire de Mohamed Morsi, candidat des Frères musulmans, à la présidentielle, la presse égyptienne est partagée. En particulier sur le rôle de la Commission électorale.

25.06.2012 | Courrier international.com

"L'Égypte fête son premier président élu", titre le quotidien Al-Watan. "La grande nation a donné la victoire à l'immense révolution et s'est donné un président choisi en toute liberté par le peuple", s'enflamme-t-il dans son éditorial du jour. Al-Dostour, journal viscéralement opposé aux Frères musulmans et qui avait ouvertement fait campagne pour Ahmed Chafik, titre quant à lui : "Félicitations au nouveau président. Tout le monde doit s'incliner devant la décision des juges", qui ont déclaré Morsi [voir son portrait ci-dessous] vainqueur.

Quant à Al-Ahram, ancien journal officiel du régime de Hosni Moubarak, il publie une photo du maréchal Tantaoui, qui dirige le Conseil supérieur des forces armées (CSFA), en protecteur bienveillant de la place Tahrir, pour souligner que les résultats prouvent que l'armée a été fidèle à la confiance que le peuple met en elle. Toute la presse plonge-t-elle donc dans l'unanimité derrière "le premier président civil" de l'histoire de l'Égypte, comme le titre Al-Masri Al-Youm ? Pas tout à fait. Pas tout à fait. Waël Al-Qandil, très engagé derrière la révolution et éditorialiste vedette du journal des élites intellectuelles Al-Shorouk, dénonce "le jeu sinistre de la Haute Commission électorale", qui a soumis l'Égypte "une semaine durant à la surchauffe des esprits et une guerre de nerfs alimentée par les rumeurs. Ceux qui ont écrit ce scénario semblent s'être plu dans le rôle de maître de cérémonie de combat de coqs, un combat qui a failli mettre le feu au pays et le plonger dans une guerre de tous contre tous."

Al-Youm Al-Sabee cite des extraits de l'interminable déclaration de la Haute Commission qui a précédé l'annonce du résultat, truffée de chiffres, de listes électorales incomplètes, de voix retranchées par-ci, invalidées par-là, redressées, corrigées. Pour l'éditorialiste d'Al-Tahrir Waël Abdelfattah, la Commission a ainsi tenu à montrer que le dernier mot appartient à des "experts" qui décident selon des considérations qui échappent au commun des mortels. "Tout le monde est suspendu au verdict de la Haute Commission électorale, écrivait-il à la veille de l'annonce. On attend. On attend qu'elle examine scrupuleusement les urnes, l'une après l'autre, à la recherche d'un oubli, d'un élément manquant ou d'une manipulation de la volonté populaire. Ce sont les grands maîtres. Nous, on ne sait pas exactement en quoi consiste leur rôle. Ils sont le rempart du pouvoir, les exécutants du destin. Ils ont transformé des révolutionnaires indomptables en personnes dépendantes de paroles délivrées d'en haut. Voilà le but de l'opération : montrer que les questions de pouvoir sont à nouveau tranchées dans les antichambres et non par le fait que le peuple se rend aux urnes. Les militaires et les Frères sont d'accord pour dire que le peuple est trop ignorant pour pouvoir choisir son président."

En effet, tout au long de la semaine, des rumeurs ont circulé sur des rencontres au sommet entre le CSFA et les hauts dirigeants des Frères, mettant au profit la semaine de recomptage des voix par la Haute Commission électorale pour trouver des compromis sur les points de discordance qui persistent : la dissolution du Parlement, exigée par décision de la Cour constitutionnelle, la déclaration constitutionnelle par laquelle l'armée s'est arrogé de larges droits, le destin de la commission chargée de rédiger la nouvelle Constitution, le droit octroyé aux militaires d'arrêter des personnes civiles malgré la levée formelle de l'état d'urgence.